

J'ACCUSE LE GENERAL-PRESIDENT DU RWANDA

Il y a quatre mois, j'ai été forcé de quitter le Rwanda pour avoir dénoncé les injustices et les actes odieux commis par le régime du dictateur Juvénal HABYARIMANA.

JE DENONCE les assassinats et les crimes déguisés en accidents de la route.

- la mort du Colonel Stanislas MAYUYA commettée par son rival le Colonel SERUBUGA, actuel Chef d'Etat Major Adjoint des forces armées rwandaises;

- la liquidation du caporal qui avait tiré sur le Colonel MAYUYA. Il a été tué dans la prison centrale de KIGALI dénommée "1930" le matin où il avait demandé audience au Président pour lui révéler le nom du commettant de l'assassinat du Colonel MAYUYA. Ce dernier était présenté comme possible successeur du Président Habyarimana;

- l'assassinat de l'Abbé Silvio SINDAMBIWE commettée par M. NDUWAYEZU, Chef du service des renseignements. L'abbé SINDAMBIWE avait été Directeur du journal catholique KINYAMATEKA.

- l'exécution de Madame Félicula NYIRAMUTAPAMBIRWA, Député et membre du comité central du parti MRND. Elle était connue pour avoir dénoncé à plusieurs reprises les exactions du régime ainsi que les méfaits du système des quotas ethniques et régionaux;

- la mort du Docteur MUGANZA, ancien Ministre de la Santé, assassiné à NYABUGOGO. Il était accusé de chercher à créer un parti politique;

- la mort d'un étudiant de l'université de Butare ordonnée par le Colonel Célestin RWAGAFILITA, Chef de la Gendarmerie nationale.

JE CONDAMNE les crimes économiques perpétrés par le régime de KIGALI.

- Des sommes colossales versées par des pays amis en aide au RWANDA ont été détournées par le Colonel SERUBUGA pour construire des immeubles à KIGALI devant la Présidence, à GIKONDO, à KIYOVU, à GISENYI, à GICUKIRO et à KIMISAGARA. Ces détournements partagés avec le Président HABYARIMANA ont servi également à acheter des villas du Chef de l'Etat Rwandais à MOMBASSA au KENYA, au CANADA, à MONACO, en GRECE et à PARIS. Ils ont financé enfin la construction d'une école d'informatique privée, Saint Fidèle à GISENYI, d'une laiterie à KAMUKAMIRA et de deux fermes à GISHWATI et MATIBA.

- les médicaments destinés à l'armée sont détournés et vendus dans la pharmacie SODIPHAR appartenant à SERUBUGA et à SAGATWA, beau-frère et secrétaire particulier du Président HABYARIMANA, et ce grâce à la complicité du docteur AKINGENEYE, militaire et médecin privé du chef de l'Etat rwandais;

- un autre beau-frère du Général HABYARIMANA, M. Séraphin RWABUKUMBA a été surpris à l'aéroport de NAIROBI (KENYA) transportant environ dix millions de dollars détournés du trésor public rwandais. Il a été sauvé par l'intervention de l'Ambassadeur du Rwanda au Kenya.

- la Foire internationale pour la protection des gorilles de montagne du Rwanda a donné lieu à une invraisemblable escroquerie au profit de la famille du Chef de l'Etat Rwandais. L'argent collecté pour financer l'opération a été détourné par le M. Jean Pierre HABYARIMANA, fils du Général et par M. Denis MAGIRA, ancien Ambassadeur du Rwanda à PARIS. Cette escroquerie a été évoquée dans Jeune Afrique et dans le Canard Enchaîné;

- lors de la construction de la route GITARAMA - NGORORERO, 360 millions de francs rwandais ont été détournés par le Ministre des Travaux publics, M. Joseph NZIROBERA. Celui-ci a préféré passer le marché à deux sociétés qui avaient présenté une soumission très gonflée aux dépens de sociétés moins-disantes. Devant cette irrégularité, M. RUHAMANYA, Ministre des Finances a refusé de signer le contrat. Celui-ci fut alors signé par M. Simon NTEZILYAYO, Ministre à la Présidence alors que le dossier ne relevait pas de sa compétence. Le Ministre RUHAMANYA a été emprisonné depuis.

J'ai exercé diverses fonctions comme l'un des opérateurs économiques les plus en vue au Rwanda: Président de la Chambre du Commerce et de l'Industrie du Rwanda, Premier Vice-Président de la Fédération des Chambres de Commerce et d'Industrie du Burundi, du Rwanda et du Zaïre, Président des Chambres de Commerce de la Zone d'Echange Préférentiel (ZEP) regroupant dix huit pays membres et Président de plusieurs sociétés.

Mes responsabilités m'autorisaient à dénoncer les détournements des fonds publics. J'ai envoyé une lettre au Président HABYARIMANA pour lui faire part de ma vive préoccupation. Elle est restée sans réponse. De nombreux autres exemples de détournements effroyables existent.

JE TEMOIGNE que d'autres opérateurs économiques influents sont persécutés, arrêtés et emprisonnés. C'est le cas de MM Evariste SISI, Védaste RUBANGURA, Valens KAJEGUHAKWA et RWIGARA.

Actuellement, le gouvernement rwandais n'a plus ni devises ni monnaie nationale pour faire face aux dépenses essentielles, payer les fonctionnaires et honorer ses dettes à l'égard de l'étranger. Après avoir vidé les fonds de la Caisse de Sécurité Sociale, le gouvernement de KIGALI oblige les commerçants à côtiser pour renflouer les caisses de l'Etat.

J'ai été persécuté par le régime de KIGALI pour avoir dénoncé le détournement des fonds publics mais aussi pour être le principal actionnaire de la société éditrice du journal KANGUKA qui s'est illustré dans la dénonciation de tous les crimes et combines du régime du Général HABYARIMANA.

Un mandat d'arrêt était lancé contre moi. J'ai pu échapper à la mort. Mon frère Michel KARAMIZI, sa femme et son enfant de 10 ans n'ont pas eu la même chance que moi. Ils ont été tués par la soldatesque de HABYARIMANA.

JE PRESENTE mes condoléances à toutes les familles éprouvées et me joins de tout coeur au peuple rwandais en ces temps de dure épreuve.

JE SOLLICITE l'intervention des organisations internationales qui militent en faveur des droits de l'homme pour qu'elles dénoncent les crimes du régime de KIGALI et empêchent l'extermination des compatriotes entassés dans les prisons du Général-Bourreau.

JE DEMANDE AUX FORCES DEMOCRATIQUES DU RWANDA DE SE RASSEMBLER POUR CONSTRUIRE UN PAYS UNITAIRE ET FRATERNEL.

Paris, le 23 OCTOBRE 1990

Silas MAJYAMBERE
Président de la Chambre de
Commerce et d'Industrie du
Rwanda